



Déclaration groupe CGT – DDFE - Séance plénière du 25/03/2026

Consolider et organiser la défense de nos principes démocratiques face aux stratégies anti-genre

Il est encore temps d'être à la hauteur

« Les périodes de montée des fascismes commencent toujours par une offensive contre le corps des femmes et leur droit à disposer d'elles-mêmes » disait Gisèle Halimi. L'heure est grave. D'aucuns diront : « Il est minuit moins le quart » ou « minuit moins une ». Il est tard donc, pas trop tard. Nous pouvons agir, nous devons agir.

Les mouvements anti-genre mènent l'offensive contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive.

Ils déploient des stratégies très élaborées, mettent en place des structures et des relais, et mobilisent des fonds colossaux au service d'un projet politique global foncièrement anti-démocratique. Les attaques concertées sont bien réelles, et largement documentées.

Ces coalitions - singulièrement en France - bénéficient du soutien d'organisations religieuses intégristes d'obédience chrétienne et d'une élite technocratique proche du pouvoir, qui se sont accaparé les médias et les réseaux sociaux, pour distiller une vision inégalitaire des rapports sociaux, assignant les femmes à leur fonction reproductrice et à une place subalterne dans la société.

Sous l'impulsion de la présidente de la DDFE, dont nous saluons la ténacité, la résolution procède d'un exercice de lucidité collective prélude à l'action. Ensemble, nous devons promouvoir des politiques conformes à nos principes de justice et d'égalité, adopter une approche intégrée de l'égalité, consacrer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'EVARS, faire l'égalité salariale et professionnelle, condition de l'émancipation des femmes, empêcher la concentration des médias, soutenir la recherche et l'enseignement, renforcer plus globalement les services publics et garantir à toutes et tous des conditions dignes d'existence.

On ne pourra pas dire « On ne savait pas » ! Il en va de la responsabilité du CESE, et dans leur ensemble de chacune de nos organisations, d'agir. La CGT, elle, est résolue à poursuivre le combat contre le patriarcat et contre l'extrême droite, sur tous les lieux de travail et partout dans la société.

Sans hésiter, le groupe CGT a voté la résolution.